



LE VOLONTARIAT, LEVIER TRANSVERSAL DE L'ATTEINTE DES ODD

Le 25 septembre 2015, les 193 Etats membres des Nations unies ont adopté l'Agenda 2030 qui fixe 17 Objectifs de développement durable (ODD). Ces objectifs universels donc applicables à l'ensemble des pays, visent à éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité. Chaque objectif a des cibles spécifiques à atteindre, à l'horizon 2030.

La mobilisation forte des organisations de volontariat rassemblées au sein d'une alliance globale (Volunteer Groups Alliance) tout au long des négociations a permis d'inscrire le volontariat comme levier puissant et transversal de l'atteinte des 17 ODD.

Les ODD, basés sur les principes d'universalité et d'inclusion, ont pour ambition de placer l'humain en leur cœur. Le partenariat global doit alors être étendu à l'ensemble des parties-prenantes des secteurs public, privé et solidaire, et les moyens traditionnels de mise en œuvre doivent être renforcés afin de donner la capacité aux individus d'y prendre part activement. Le volontariat dans sa diversité a un rôle crucial à jouer dans ce nouvel agenda du développement durable.

Le volontariat participe de la construction d'une citoyenneté active et contribue à l'appropriation par les citoyens des enjeux et défis du développement durable. Basés sur un enrichissement et une compréhension mutuelle, les volontaires contribuent à l'apaisement des sociétés et au renforcement de la cohésion sociale. Ils offrent ainsi des espaces d'épanouissement individuels et collectifs et contribuent au développement de sociétés fortes et dynamiques.

Les volontaires sont le visage humain de la solidarité internationale. Ils promeuvent une coopération de proximité et une compréhension partagée des enjeux. Ils jouent un rôle de co-incubateurs et de vecteurs à l'international des innovations locales dont ils sont témoins. Ils sont de véritables passeurs de frontières entre les communautés et les pouvoirs publics. Les volontaires internationaux constituent un vivier d'expertise qui contribue au développement des pays partenaires. Au quotidien, ils participent à la mise en œuvre de projets dans des champs et sur des thématiques très diverses.

Les volontaires sont au cœur de la démarche inclusive de l'Agenda 2030.



16

PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

- La justice et la police font partie des institutions les plus touchées par la corruption ;
- La corruption, la fraude, le vol et l'évasion fiscale coûtent quelques \$1,26 trillions par an aux pays en développement, cette somme d'argent pourrait être utilisée pour aider ceux qui vivent avec moins de 1,25 \$ par jour pendant au moins six ans ;
- L'enregistrement des naissances a eu lieu chez 73% des enfants de moins de 5 ans, mais seuls 46% des enfants d'Afrique subsaharienne ont été enregistrés ;
- Environ 28,5 millions d'élèves du primaire qui ne sont pas scolarisés vivent dans des zones touchées par le conflit ;
- Le taux d'enfants quittant l'école primaire dans les pays touchés par les conflits a atteint 50 % en 2011, ce qui représente 28,5 millions d'enfants. Ce chiffre illustre l'impact des sociétés instables sur l'un des principaux objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030 : l'éducation ;
- L'État de droit et le développement sont étroitement liés et se renforcent mutuellement, ce qui les rend essentiels pour le développement durable au niveau national et international ;
- La proportion de personnes placées en détention sans condamnation est restée presque constante au cours de la dernière décennie, soit 31% de l'ensemble des détenus.¹

¹ Source : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/peace-justice/>

LES OBJECTIFS D'ICI À 2030

- ✓ 16.1 Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés.
- ✓ 16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.
- ✓ 16.3 Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité.
- ✓ 16.4 D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée.
- ✓ 16.5 Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.
- ✓ 16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.
- ✓ 16.7 Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions.
- ✓ 16.8 Élargir et renforcer la participation des pays en développement aux institutions chargées de la gouvernance au niveau mondial.
- ✓ 16.9 D'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances.
- ✓ 16.10 Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux.

- ✓ 16.a Appuyer, notamment dans le cadre de la coopération internationale, les institutions nationales chargées de renforcer, à tous les niveaux, les moyens de prévenir la violence et de lutter contre le terrorisme et la criminalité, en particulier dans les pays en développement.
- ✓ 16.b Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable.²

² Source : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/peace-justice/>

1 FRANÇAIS SUR 3 PRÊT À S'ENGAGER POUR UNE CAUSE SOLIDAIRE À L'INTERNATIONAL

« Les aspirants à un engagement solidaire à l'international seraient prêts à s'engager avant tout dans des missions concernant l'accès à l'éducation (91%), les droits humains (87%), la lutte contre la pauvreté et les inégalités (87%), la paix (86%), l'environnement (83%), la santé (78%), le climat (76%) ou encore l'égalité hommes-femmes (73%). »³

³ Source : Etude Opinion Way pour France Volontaires et Courrier International : [*« Les Français et les engagements volontaires et solidaires à l'international »*](#) - Décembre 2017

LES ENJEUX DE PAIX ET DE JUSTICE DANS LES MISSIONS DES VOLONTAIRES

En 2016, 8 % des volontaires internationaux⁴ se sont engagés dans des missions de promotion de la société civile et de la bonne gouvernance

dont 5 %

des Volontaires de Solidarité Internationale se sont mobilisés dans le cadre de missions de promotion de la société civile et de la bonne gouvernance.

⁴ Volontaires partis en : Volontariat de Solidarité International (VSI), Volontariat d'Échange et de Compétence (VEC)

VANINA, VSI EN GUINEE, ŒUVRE POUR UN MEILLEUR ACCÈS À LA JUSTICE ET À LA BONNE GOUVERNANCE DES INSTITUTIONS

Coordinatrice suivi-évaluation
Envoyée par France Volontaires
Accueillie par Coginta
République de Guinée

Vanina est Volontaire de Solidarité Internationale (VSI) en République de Guinée depuis janvier 2018. Dans le cadre de son volontariat, elle occupe le poste de coordinatrice au sein de l'ONG suisse Coginta. L'association est spécialisée dans le domaine des réformes policières, de la gouvernance du secteur de la sécurité, et de la lutte contre la criminalité.

Présente en Guinée depuis juillet 2013, Coginta travaille sur les problématiques liées à la police de proximité, l'accès à la justice et la gouvernance locale des sécurités. Vanina coordonne le suivi et l'évaluation des projets du 10^e Fonds européen de développement en Guinée.

« C'est crucial pour le pays » confie-t-elle. « Depuis son indépendance en 1958 et le célèbre « NON » de Sékou Touré à De Gaulle, la Guinée a vu son développement économique et social entravé par 26 ans de dictature et 24 ans de régime militaire. C'est à la suite du retour à la démocratie et des élections législatives du 28 septembre 2013 que la Délégation de l'Union Européenne en Guinée a décidé de débloquer la totalité du 10^e Fonds Européen de Développement (10^e FED), soit 174 millions d'euros, pour financer la réforme institutionnelle de la jeune République. »

Dans ce contexte, la Délégation de l'UE a souhaité se doter d'un outil performant pour suivre et évaluer les impacts desdits projets de réforme, et a sollicité l'expertise de l'Observatoire National de la République de Guinée (ONRG) et de l'association Coginta.

L'ONRG est responsable du suivi-évaluation des projets de réforme relatifs aux infrastructures, c'est-à-dire les transports, la santé et les services publics ; et Coginta est chargée d'évaluer l'impact des réformes du secteur de la gouvernance soit la justice, la sécurité, les finances publiques, et la déconcentration et décentralisation.

Vanina coordonne les volets opérationnel, administratif, et financier du projet SEIFED. Elle met en œuvre une série d'enquêtes annuelles et collecte les données relatives à la perception des bénéficiaires des différents projets de réforme. Pendant deux mois, Vanina et son équipe,

composée de 23 enquêteurs et 2 coordinateurs de terrain, sillonnent le territoire de la région de Nzérékoré à celle de Kindia pour recueillir l'opinion de plus de 5 000 personnes dont :

- 3 453 citoyens,
- 386 détenus dans les prisons,
- 80 agents pénitentiaires,
- 117 personnels des juridictions,
- 99 policiers et 76 agents de protection civile,
- 80 agents du Corps Paramilitaire des Conservateurs de la Nature,
- 105 douaniers et 78 opérateurs douaniers,
- 225 responsables d'entreprises,
- 147 agents de l'administration locale.

« Une fois les données collectées, elles sont ensuite analysées par des experts et permettent à la Délégation de l'UE d'évaluer les impacts des projets qu'elle finance, en matière de justice, de sécurité, de finances publiques et de déconcentration décentralisation. Elle peut apprécier les avancées majeures et les principales lacunes, voire les rectifier, ce qui contribue à renforcer l'efficacité de la coopération UE-Guinée au profit de la République guinéenne » explique Vanina. « Cette mission constitue une véritable source d'inspiration. Ces enquêtes sont une opportunité d'entrer en collaboration avec les autorités locales, les cadres des ministères concernés, les juges et les avocats, les policiers, les douaniers, et les paramilitaires (bénéficiaires directs des projets). Elles permettent également d'échanger directement avec les ménages et les détenus dans les prisons (bénéficiaires indirects mais primaires des projets) sur leur perception des conditions de vie dans les prisons, de l'accessibilité, l'efficacité et l'indépendance de la justice, de la corruption, du sentiment de sécurité et de confiance envers les forces de l'ordre, et de la gestion des finances publiques. »



Les objectifs d'accès à la justice, de renforcement de la bonne gouvernance des institutions et du secteur de la sécurité sont des enjeux prioritaires pour la Guinée. En effet, la mémoire collective est encore fortement marquée par la violence du régime de Sékou Touré, dont la présence du 'pont des pendus' à la sortie de Coyah sur la route de Kindia rappelle encore la sombre époque, la chasse aux

sortières du Capitaine Moussa Dadis Camara, et l'impunité des responsables du massacre du 28 septembre 2008 dont le procès est toujours à l'ordre du jour des tribunaux de Conakry. Dans ce contexte, rétablir la confiance des Guinéens envers les institutions judiciaires et le pouvoir exécutif est un défi d'autant plus crucial que le développement du pays ne pourra se faire sans le soutien des populations envers les institutions de la République. Les bailleurs de Fonds, dont l'Union européenne, l'ont d'ailleurs bien compris.

Cet exemple est une illustration parfaite de l'interdépendance des ODD. La mise en œuvre des ODD relatifs au développement et aux infrastructures de base (la santé-ODD3, l'eau-ODD6, le travail décent et croissance économique-ODD8, les infrastructures-ODD9) ne peuvent se faire sans l'accomplissement de la « paix, la justice et des institutions efficaces ». Travailler au sein de Coginta est donc un moyen efficace d'œuvrer pour le renforcement de l'Etat de droit et la bonne gouvernance des institutions en République de Guinée, en vertu de l'ODD 16, et de contribuer au développement du pays et à une coopération UE-Guinée plus ciblée. »

Ce volontariat est également une opportunité pour cette passionnée de la justice et des droits humains, de prendre part à d'autres actions fondamentales de Coginta en Guinée. Par exemple, elle s'investit dans un projet, financé par les Etats-Unis, pour l'accès à la justice en République de Guinée, via l'élaboration d'un diagnostic local sécurité dans les zones minières de Boké et Siguiri.

En savoir plus sur Vanina

Vanina est passionnée des questions relatives aux droits de l'homme. Titulaire d'un master en droit international des droits de l'homme de l'Université de Lund (Suède), elle multiplie les expériences dans ce domaine avant de devenir volontaire de solidarité internationale auprès de France Volontaires et Coginta en République de Guinée. Elle réalise une mission de coordination autour du projet de Suivi évaluation du 10^e Fonds européen de développement en République de Guinée (Conakry).

⇒ www.linkedin.com/in/vanina-eckert-69a2b8125

En savoir plus sur Coginta

COGINTA est une organisation non-gouvernementale indépendante et apolitique, basée à Genève (Suisse), et spécialisée dans les réformes policières, la gouvernance du secteur de la sécurité, la sécurité communautaire et la lutte contre la criminalité. Coginta a développé un savoir-faire en matière de conseil, de formation, de programmation et de gestion de projets notamment dans les pays en situation de fragilité ou en sortie de crise, tels que la République de Guinée, le Tchad et la République Démocratique du Congo. Elle apporte une expertise pointue et conçoit des outils pratiques pour améliorer l'efficacité des organisations policières dans la lutte contre le crime et la violence, et dans la promotion de l'état de droit, la paix, le développement et la cohésion sociale. Coginta dispose d'un pool d'experts de haut niveau qui permet un déploiement rapide et ciblé, et répond aux besoins de ses partenaires sur le terrain. Coginta œuvre pour le compte de gouvernements, d'organisations policières, d'institutions.

⇒ www.coginta.org/fr



VINCENT, SVE EN ITALIE, ACCOMPAGNE LES MIGRANTS

Chargé d'accompagnement et d'intégration des migrants
Envoyé par les CEMEA
Accueilli par Ce.Sto
Italie



Je m'appelle Vincent, j'ai 25 ans et j'ai effectué mon Service Volontaire Européen (SVE), à Gênes en Italie, au sein de l'association Il Ce.Sto, où j'ai participé à l'intégration et à l'accompagnement au quotidien des demandeurs d'asile et des réfugiés.

Ce.Sto est une association locale, qui depuis 1987, œuvre à favoriser l'intégration et la promotion sociale des personnes vivant en situation de précarité dans le centre historique de Gênes. Initialement focalisée sur les mineurs du quartier, l'association a élargi son mandat pour s'occuper également de l'intégration des demandeurs d'asile. L'association a également réhabilité un espace public délaissé, proche de son centre pour mineurs, en créant un restaurant associatif et en y organisant tout au long de l'année de nombreux événements culturels et débats.

Pour ma part, j'ai travaillé avec les familles de réfugiés, les mineurs étrangers isolés, les adultes arrivés seuls. En plus d'un suivi journalier visant à assurer que les besoins vitaux des demandeurs d'asile soient bien satisfaits, via des visites dans leur logement et des accompagnements aux rendez-vous médicaux, j'ai également eu le temps de développer des activités récréatives, éducatives et de sensibilisation, parfois avec les résidents locaux. Avec une autre volontaire, nous avons par exemple organisé des ateliers d'autonomisation (se déplacer à travers la ville, utiliser internet pour chercher du travail, faire son CV et le mettre à jour). J'ai également encadré des entraînements de football, co-organisé un atelier photographie dans la ville, fait de l'aide aux devoirs avec les mineurs, ou encore conçu des ateliers purement ludiques ou visant à créer des ponts entre différentes communautés comme pendant la Semaine des réfugiés en juin.



Face au défi de l'accueil de ces nouveaux arrivants, les structures prenant en charge les demandeurs d'asile ont tout intérêt à profiter du soutien des individus issus de la société civile. L'engagement de la population locale est, je pense, une des clés du succès de cette intégration et cohabitation pacifique (comme le village de Lucano en est l'exemple), sans celle-ci le risque est que nous restions des étrangers pour chacun et que nous nous enfermions dans nos préjugés et dans la méfiance.

Si j'ai beaucoup donné de ma personne durant ce volontariat, il m'a également énormément apporté. Avoir pu travailler, apprendre à connaître et à vivre, dans les accords comme les désaccords, avec des individus de tout âge et de tout horizon, est une leçon de vie, qui face aux discours simplistes ou alarmistes pourrait être utile à tous. Plusieurs raisons m'ont amené à candidater pour cette mission et à la mener à terme. Tout d'abord, dans la continuité du choix de mes études, l'envie de faire un travail qui a du sens et d'apporter mon aide, de participer, de ne pas rester passif face à une réalité brutale qui est celle, dans ce cas-ci, de la plupart des demandeurs d'asile arrivant en Europe. Ensuite, le besoin de me professionnaliser, d'acquérir de l'expérience via une mission d'un an au sein d'une structure spécialisée dans l'accueil des migrants. Enfin, ce projet a également été l'occasion de

me faire mon propre avis sur l'accueil et l'intégration des migrants et demandeuses d'asile en Europe, un sujet, source de beaucoup de fantasmes.

Ce que j'ai préféré durant ma mission, ce sont toutes les rencontres que j'ai pu faire et les discussions que j'ai pu avoir avec les personnes accueillies, des moments d'ouverture et de sincérité facilités par les activités informelles organisées conjointement avec d'autres collègues ou volontaires. Des moments possibles seulement si une réelle écoute, de la bienveillance et un espace d'expression sont réunis. Plus que le fait d'œuvrer dans le domaine de la paix ou de la justice, j'ai vécu ce volontariat avant tout comme un travail social, dans lequel prendre le temps de connaître des individus permet d'aller vers une plus grande cohésion de la collectivité. La diversité des tâches que j'ai pu accomplir, notamment grâce à la confiance accordée par mes collègues, et le fait de faire une différence même s'il est parfois difficile de s'en rendre compte, ou si certains moments sont plus durs que d'autres, rend cet engagement très prenant et me donne envie de continuer dans ce domaine.



Settimana del Rifugiato 2018 / © Federico Ghiggi

En savoir plus sur Vincent

Je m'appelle Vincent, j'ai 26 ans, et je viens d'un petit village de Bourgogne. Je suis passionné par les langues, la géopolitique, la nature, le cinéma et j'aime débattre et confronter différents points de vue et idées. Après une licence en langues étrangères, j'ai suivi un master en relations internationales et gestion de projets dans le secteur des ONG. J'ai eu l'opportunité de vivre dans plusieurs pays durant mes études, grâce au programme Erasmus en Angleterre, et à un stage de master que j'ai réalisé en Équateur. J'ai à chaque fois apprécié me confronter à différentes cultures et réalités et également beaucoup appris de ces expériences, ce qui m'a poussé à profiter de la fin de mes études pour travailler et faire du bénévolat en voyageant en Europe et au Moyen-Orient. J'ai ensuite effectué un service civique à Paris pour défendre les droits des personnes LGBT+ et combattre le sexisme, avant d'effectuer à Gênes en Italie mon Service Volontaire Européen (SVE) auprès des migrants.



⇒ www.linkedin.com/in/vincm/

En savoir plus sur les CEMEA de Bourgogne-Franche-Comté

Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Ceméa) sont un mouvement d'éducation, attentif au développement de la personne dans sa globalité. L'éducation nouvelle, que les Ceméa promeuvent, prend appui sur l'expérience et l'expression des personnes et entretient un rapport étroit entre théorie et pratique. Les permanents et non permanents, toutes militantes de l'association travaillent à ouvrir des espaces de formation, d'expérimentation, de réflexion à destination de tous les publics (enfants, parents, professionnels, jeunes, tous public) sur l'éducation, l'éducation culturelle, l'éducation aux médias, l'éducation interculturelle, la laïcité, la lutte contre toutes les discriminations, les vacances, le loisir, le social.

L'accompagnement des jeunes en Service volontaire Européen est ainsi une opportunité d'ouvrir un espace d'éducation non-formelle et d'éducation interculturelle à tous les jeunes de notre région. Le volontariat international favorise l'apprentissage, la connaissance de l'autre, l'acquisition de compétences sociales et l'exercice de solidarités actives et collectives. À travers notre investissement dans ce programme et en accompagnant les jeunes dans leur expérience nous défendons le volontariat comme un levier de la société civile, à la disposition de chacun.e pour agir avec d'autres et transformer les conditions du vivre ensemble et agissons pour une citoyenneté européenne et des solidarités internationales.

⇒ www.cemeafc.org



BÉNÉDICTE, DÉFEND LES DROITS DES ENFANTS, DURANT SON VSI À MADAGASCAR

Chargée de la coordination nationale des programmes
Envoyée par France Volontaires
Accueillie par Association Grandir Dignement (DG)
Madagascar



Grandir Dignement est une association qui œuvre pour la connaissance, la reconnaissance et l'application des droits des enfants en conflit avec la loi. Elle est présente à Madagascar depuis 2010, en France depuis 2015 et au Niger depuis 2016. À Madagascar, Grandir Dignement intervient dans quatre établissements pénitentiaires pour mineurs, accueillant au total environ 270 mineurs. En partenariat étroit avec le Ministère de la Justice malagasy, elle pilote à Antananarivo et Antsiranana les deux seuls services de mesures de liberté surveillée. Depuis l'ouverture du premier service en 2014, l'association a exercé plus de 200 mesures de liberté surveillée en faveur de mineurs en conflit avec la loi, et ainsi, a donc permis à ces 200 mineurs d'échapper à la détention.

En milieu carcéral, ses interventions sont diverses et complémentaires (appui éducatif, accompagnement psychosocial, appui juridique, formations professionnelles, lutte contre la maltraitance). Ils ne peuvent avoir de sens et d'impact que si les besoins fondamentaux des enfants sont respectés, notamment leurs besoins alimentaires et sanitaires. Dans ce cadre, Grandir Dignement apporte également un appui alimentaire et médical afin de pallier aux manques de l'administration pénitentiaire et d'offrir un peu plus de dignité à ces mineurs délaissés.

L'association œuvre pour l'application des droits humains relatifs aux enfants en conflit avec la loi. Ses actions permettent d'accompagner l'État malagasy (et particulièrement le Ministère de la Justice) dans l'application des textes de loi et l'amélioration des conditions de détention. En cela, l'association contribue non seulement à l'accès à la justice mais également à renforcer le Ministère de la Justice dans sa mission. Elle lui donne les moyens d'être plus efficace, et de mener des actions pertinentes, efficaces et durables. En ce sens, ma mission de responsable nationale de l'association Grandir Dignement a contribué à la réalisation de l'ODD 16 en développant et menant à bien les projets de l'association et en renforçant le partenariat avec le Ministère de la Justice.

J'ai choisi ce projet d'engagement, car il correspondait parfaitement à mes attentes et à mes compétences. En effet, formée initialement dans le domaine de l'éducation spécialisée, j'avais pu non seulement éduquer des enfants, mais également accompagner certains d'entre eux dans leurs démarches de réinsertion post-carcérale ou de réinsertion dans la société à la suite de délits plus ou moins répréhensibles. Par ailleurs, je venais de me former dans la coordination de projet et j'aspirais à mettre en pratique ces nouvelles compétences. Ce projet d'engagement alliait cette notion de

coordination de projet tout en abordant un domaine qui me passionnait : la justice et l'éducation des enfants et adolescents.

J'ai beaucoup aimé le lien avec l'équipe que je manageais. Il nous a fallu du temps pour nous comprendre réellement et former une belle équipe, efficace et constructive, mais le jeu en valait la chandelle. J'ai aussi beaucoup apprécié de rencontrer les mineurs suivis, les voir évoluer, grandir, prendre confiance en eux. J'ai toujours senti un regard reconnaissant de leur part.

Enfin, je me suis passionnée pour le lien avec les partenaires et notamment avec le Ministère de la Justice. Débattre sur des textes de loi, défendre ses arguments pour faire avancer les droits des mineurs, je trouvais que c'était un magnifique combat.

Préserver la paix est essentiel. Il me semble également que la Justice est un domaine dans lequel il y a beaucoup à faire, quels que soient le pays et le contexte.

Je continuerai dans ce domaine. Mon prochain poste (en France, cette fois-ci) est lié à l'accompagnement et à la réinsertion des personnes détenues et des personnes en alternative à la détention.»

En savoir plus sur Bénédicte

« J'ai 37 ans, j'ai une fille de 8 ans que j'élève seule depuis le décès de son papa. J'aime les voyages et les rencontres, j'aime me confronter à de nouvelles cultures, de nouveaux modes de fonctionnement et modes de vie. Éducatrice spécialisée, j'ai travaillé en France et à l'international notamment dans le domaine de la protection de l'enfance. Dans ce cadre il m'est arrivé d'accompagner dans leur projet de réinsertion des adolescents et des jeunes adultes en difficultés avec la Justice. En 2015 j'ai intégré une formation de coordination de projet en solidarité internationale afin de pouvoir développer mes compétences et augmenter mes chances de trouver un poste dans le domaine de la solidarité internationale. »

En savoir plus sur Grandir Dignement

À travers le monde, des enfants sont incarcérés et se retrouvent dans une situation de grande vulnérabilité : carences alimentaires, absence de soin, insalubrité, manque d'accès à l'éducation... Dans certains pays, 90% des enfants en prison sont en attente de leur procès, sans avoir les moyens d'assurer leurs défenses. À ces conditions indignes s'ajoutent de nombreux cas de maltraitances et de tortures.

www.grandirdignement.org/



ÉMIILIE, VSI AU LIBAN, L'ÉDUCATION CONTRE LES INJUSTICES ET LES INÉGALITÉS

Chargée de suivi, évaluation et capitalisation
Envoyée par les Apprentis d'Auteuil et France Volontaires
Accueillie par les Sœurs du Bon Pasteur
Liban

« Je m'appelle Emilie, j'ai 25 ans et j'habite au Liban depuis environ trois ans. Je suis volontaire de solidarité internationale au Liban depuis 1 an et demi, auprès des Sœurs du Bon Pasteur. Cette mission est le fruit du partenariat avec les Apprentis d'Auteuil. Je suis chargée du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation d'un projet éducatif pour la construction d'une « paix positive » dans trois des centres des sœurs : un centre socio-éducatif, un établissement scolaire et un foyer de protection pour mineures.

Ce projet est principalement financé par le Centre de Crise du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères. Ma mission consiste à suivre la mise en œuvre de ce projet, en mesurer les impacts et participer à un travail de capitalisation sur les nouvelles pratiques pour une construction profonde de la paix, tels que : des ateliers de sensibilisation entre jeunes de communautés différentes, des cours de théâtre, un travail d'accompagnement auprès de familles en situation de vulnérabilité, etc.

L'objectif est de participer à l'amélioration de la cohésion sociale entre les différentes communautés (Libanais et Syriens, chrétiens, musulmans et druzes) par l'éducation et le renforcement des liens au sein de la famille. Le contexte est délicat, dans la mesure où une partie de la société libanaise peine à refermer ses blessures profondes laissées par la guerre civile (1975-1990) et par la présence de l'armée syrienne au Liban jusqu'en 2005, sans qu'un processus de réconciliation nationale n'ait jamais réellement eu lieu. Cela se manifeste par des tensions entre les communautés, qui certes cohabitent les unes à côté des autres, plus ou moins pacifiquement, mais sans toujours s'accepter ni se tolérer. L'arrivée de réfugiés syriens depuis 2011 (environ un million) n'a malheureusement pas participé à l'amélioration de ce contexte. Les préjugés négatifs à leur égard sont nombreux : ils sont principalement accusés de contribuer à l'insécurité et de perturber le marché du travail.

Dans ce contexte, les Sœurs du Bon Pasteur développent des projets éducatifs, sociaux et de santé, venant en aide aux personnes vulnérables et marginalisées, en particulier auprès des femmes et des enfants, sans discrimination. À travers ce projet mais plus largement dans le cadre de toutes leurs actions, elles œuvrent à mettre un terme aux injustices de la société. Elles agissent tant sur le terrain que lors de la participation à des événements de plaidoyer notamment pour la défense des filles et des femmes, la lutte contre le trafic humain et l'éducation. Ces événements de plaidoyer ont lieu soit dans la région soit à l'étranger – elles ont un statut consultatif en tant qu'ONG auprès de l'ECOSOC, à l'ONU et interviennent dans ce cadre à New York, Genève et Vienne.

Sur le terrain, dans leurs centres socio-éducatifs par exemple, des jeunes de communautés différentes participent ensemble à des activités scolaires (soutien scolaire) et extra-scolaires (travaux manuels, sport, sorties, camp d'été, etc.), tout en recevant un soutien psycho-social si besoin. Ce travail mené auprès des jeunes les aide à transformer les préjugés qu'ils ont parfois en un regard d'accueil et d'acceptation de l'autre tel qu'il est. »

En savoir plus sur Emilie

Ma première année au Liban était une année de césure, une pause entre mes deux années de master. Je me suis engagée en tant que bénévole chez les Sœurs du Bon Pasteur. Je suis passionnée par l'éducation, donc je me suis investie dans les activités de soutien scolaire proposées dans un des centres sociaux de l'association. Par ailleurs, deux matinées par semaine, j'effectuais des tâches administratives au bureau de développement des missions. A côté de mon bénévolat, j'ai suivi des cours d'arabe libanais pour mieux m'intégrer et communiquer. Cette année m'a permis de concrétiser mon désir de travailler dans le domaine de la coopération, en particulier dans celui de l'éducation. Je me suis ainsi inscrite en master 2 spécialisé dans ce domaine, à l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.



Après ma première année, j'ai senti que mon action aurait davantage de sens si elle s'inscrivait dans un cadre long et que je voulais continuer à agir avec les Sœurs du Bon Pasteur. Leur mission me tient particulièrement à cœur : leur engagement auprès des personnes les plus vulnérables s'inscrit dans une démarche porteuse d'un sens profond et la passion qui les anime au quotidien m'inspire pour mes futurs projets. À ce moment précis, les sœurs étaient en train de concevoir ce projet de cohésion sociale et de créer un poste de VSI, par l'intermédiaire de France Volontaires. De mon côté, je terminais mon semestre d'étude et devais réaliser un stage pour valider mon master. J'ai été sélectionnée, ce qui était une opportunité parfaite pour à la fois poursuivre ma mission chez les sœurs, tout en mettant à profit ce que mon master m'apportait. Ce que je préfère dans mon poste c'est de suivre la mise en œuvre du projet et de voir tout ce qui est développé pour les jeunes et leurs familles sur le plan éducatif et social.

Si j'accorde autant d'importance à l'éducation, c'est que je suis profondément touchée par les injustices et inégalités et que je suis convaincue que l'éducation permet d'impacter directement ces problématiques, grâce à des structures complémentaires au système scolaire. En effet, lorsque des enfants et jeunes n'ont pas de cadre propice pour étudier en dehors de l'école, qu'ils n'arrivent pas à suivre en classe et que leurs professeurs ne peuvent pas les accompagner de près, des lieux où ces élèves peuvent venir faire leurs devoirs et être suivis par des tuteurs, sont de réelles opportunités. Cette mission m'a ainsi permis de mieux affiner : l'accompagnement d'enfants en difficultés scolaires. J'ai compris que je ne pourrais pas travailler à plein temps dans un bureau toute ma vie et que poursuivre dans ce domaine me permettrait de mieux concilier bureau et « terrain ». C'est donc vers cela que je m'orienterai après ma mission, en France pour commencer car les besoins sont grands également.

En savoir plus sur les Sœurs du Bon Pasteur

Les Sœurs du Bon Pasteur sont une congrégation catholique, fondée en 1835 et ayant le statut d'ONG. Présentes dans 72 pays sur les cinq continents, elles agissent particulièrement auprès des femmes et des enfants blessés par les circonstances de leur vie et vivant en marge de la société. Engagées dans la lutte contre la pauvreté, elles accompagnent les personnes dans le besoin et s'associent avec d'autres groupes humanitaires pour améliorer et changer les structures qui portent atteintes aux droits de l'homme, de la femme et de l'enfant. Depuis 1893, les Sœurs du Bon Pasteur sont présentes au Moyen Orient, au Liban et en Syrie où elles se dévouent pour la protection et la défense des droits des femmes, des enfants et des familles vulnérables. => www.goodshepherdsisters.me



FOCUS : RAISING PEACE, LE VOLONTAIRE, ACTEUR CLÉ DE LA PAIX ET DES DROITS HUMAINS

Réaliser des actes concrets en faveur de la paix, réunir des volontaires d'origines différentes pour travailler ensemble à la réconciliation et la reconstruction est l'idée fondatrice du « Service Civil Volontaire International », des « chantiers internationaux » : en 1920, près de Verdun, des volontaires de pays ennemis dans la guerre ont travaillé ensemble pour aider à la renaissance d'un village détruit par les combats.

Au fur et à mesure des années et des évolutions des enjeux locaux et mondiaux, de nouvelles thématiques ont été développées : décolonisation, désarmement, objection de conscience, droits humains, santé, résolution non-violente des conflits, réfugiés... Quel que soit le domaine, les projets ouverts sur le volontariat international sont des catalyseurs de dialogue, par une action partagée et une vie collective. Volontaires locaux et internationaux vivent ainsi une expérience qui vient défier leurs habitudes et convictions et faire évoluer les mentalités, des volontaires comme des communautés locales.

La thématique « Droits humains et Paix » est réaffirmée dans le plan stratégique 2011-2020 « Global Strategies for Global Challenges »⁵, du Comité de Coordination du Service Volontaire International (CCSVI), comme l'un des 5 axes de travail. En naît en 2014 le lancement de la campagne « Raising Peace »⁶.

En 2015, avec les principaux réseaux de volontariat international (SCI, ICYE, Alliance, NVDA), le CCSVI produit une déclaration sur la situation des Droits humains et de la Paix dans le monde⁷, reconnaissant le rôle des organisations et des volontaires dans la promotion de paix et s'engageant à élaborer des stratégies et des actions qui renforcent une culture de paix dans un monde équitable où les droits humains sont garantis pour chaque personne et chaque communauté.

⁵ ccivs.org/pdf/White_Paper.pdf

⁶ raisingpeacecampaign.wordpress.com

⁷ raisingpeace2015.files.wordpress.com/2015/04/ivs-decl-hr-and-peace_may_2015_comm.pdf

Objectifs de la campagne « Raising Peace » :

- Contribuer à la construction de la paix, la garantie des droits humains partout dans le monde ;
- Souligner le rôle que le volontariat international joue dans ces domaines ;
- Promouvoir la paix et les droits humains au travers d'actions d'éducation populaire, de formations, de campagnes de sensibilisation et de communication.

Thèmes :

- Droits des migrants et des réfugiés, liberté de circulation et droits civils universels ;
- Accès à l'eau, à la nourriture et au logement, à une vie digne et saine ;
- Droits liés au genre, à la sexualité et droit de disposer de son corps ;
- Vivre en paix au niveau local, régional et international ;
- Liberté de tout citoyen de s'engager dans les questions de droits humains et de paix.

En 2017 : 60 actions locales de sensibilisation et de conscientisation

- 45 chantiers « Raising Peace », avec des volontaires internationaux et des volontaires locaux, sur différentes thématiques : construction d'un centre pour la réinsertion des enfants soldats en Côte d'Ivoire ; paix et résolution de conflits dans la vallée du Rift au Kenya ; migration et demandeurs d'asile en Afrique du Sud ; « la Paix, clé du développement », activités avec des collégiens au Mozambique ; Noël interculturel en Palestine ; fresque dans un lieu de commémoration ou campagne sur le désarmement nucléaire en Allemagne ; travaux dans des centres de réfugiés en Belgique ; apprentissage interculturel autour de la cuisine internationale au Royaume Uni ; actions visant l'émancipation des femmes vivant dans un bidonville d'une ville industrielle en Inde ; action de sensibilisation aux droits humains avec des étudiants au Népal ; sensibilisation des jeunes à la question des violences domestiques et à la maltraitance en Indonésie ; chantier avec des enfants de différents groupes ethniques, religions, langues à Taïwan...
- 8 échanges de jeunes et sessions de formation : rencontre de professionnels jeunesse sur des outils pédagogiques pour lutter contre les discriminations et la radicalisation en Allemagne ; Web-radio pour exprimer des points de vue sur la société actuelle en France ; « éducation pour une citoyenneté globale » en Corée du sud ; formation d'animateur jeunesse sur la liberté de circulation en Italie...
- 8 événements pour la « Global human rights week » 2017

En 2018 la campagne s'est poursuivie, avec des chantiers internationaux de mai à novembre, des formations et rencontres, la semaine des droits humains du 15 au 20 octobre 2018, etc.

raisingpeacecampaign.wordpress.com

En savoir plus sur le Comité de Coordination du Service Volontaire International (CCSVI)

Coordinating Committee for International Voluntary Service (CCIVS)
www.ccivs.org/

Le mouvement du volontariat international (International Voluntary Service / IVS) est né après la première guerre mondiale, avec le premier chantier international rassemblant des volontaires anglais, allemands, hongrois, américains, suisses, pour aider à la reconstruction d'un village près de Verdun. Après la seconde guerre mondiale les associations de volontariat se sont développées partout dans le monde et les échanges de sont multipliés. Pour encourager le volontariat et coordonner ce mouvement, un Comité de coordination est créé en 1948, sous l'égide de l'UNESCO : le CCSVI.

Dans les années 60 à 80, le CCSVI, plateforme « neutre », a joué un rôle crucial dans le développement des échanges de jeunes entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest. En 1987, le CCSVI est nommé « Messenger de la paix » des Nations Unies. Au début des années 90, les relations « Nord-Sud » et Asie-Europe prennent une grande importance. Le CCSVI est alors reconnu comme l'un des espaces de rencontre et de discussion pour améliorer la qualité des échanges et développer le volontariat international (International Voluntary Service / IVS).

Basé au siège de l'UNESCO à Paris, le CCSVI travaille en étroite collaboration avec l'organisation des Nations Unies, dans une démarche d'éducation non-formelle, de transformation sociale par des dynamiques locales et des actions concrètes. Aujourd'hui, le CCSVI est présent dans 85 pays sur les 5 continents, par le biais de ses quelques 170 organisations membres, ONG nationales ou régionales impliquées localement dans une large variété d'actions.

Le CCSVI et ses membres se mobilisent autour de 5 thématiques clés : le dialogue interculturel ; le développement durable ; le patrimoine mondial ; la santé et la résolution des conflits. L'impact du volontariat international, sa reconnaissance sont des sujets d'étude et de recherche, pour mieux promouvoir et développer ces engagements et ces projets.

En France, les membres du CCSVI sont des associations du réseau Cotravail :

- Concordia ;
- Études et Chantiers ;
- Jeunesses et Reconstruction ;
- le Service Civil International ;
- Solidarités Jeunesses ;
- l'Union REMPART ;
- Cotravail, membre associé.



